



ÇA ROULE!

Journal édité par la section RATP
du **Parti Communiste Français**



Edito

Comment débarrasser les travailleurs des incertitudes du lendemain ?

La période actuelle est remplie d'**incertitudes** : crise sanitaire, retraites avec le projet chamboule-tout du gouvernement, emploi avec une crise économique majeure qui ne fait que commencer, attaques sur nos conditions de travail, tensions permanentes (y compris militaires) entre grandes puissances, etc...

Voilà les **limites d'une société capitaliste** mal régulée et guidée par la seule et unique recherche du profit sur des marchés chaque fois plus instables (avec les conséquences sur l'emploi et sur nos vies).

Il y a donc une absolue nécessité à faire fonctionner autrement notre société : nous avons besoin d'un **autre modèle de développement qui mette l'humain et la planète au cœur**. C'est le sens de l'action des communistes !

Comme nous, **une large majorité de Français rêve de changements** et ne veut pas d'un nouveau **duo Macron/Le Pen**. Comme nous, ils refusent de laisser l'avenir du pays être dessiné par les fachos ou les libéraux qui prolongeront, les uns comme les autres, les politiques de cadeaux aux grandes entreprises et de casse des services publics.

Mais pour bousculer ce scénario, il faut **tracer une alternative à la fois forte et clairement affirmée à gauche**, seule possibilité de mettre un terme à 30 ans de libéralisme. Le **PCF** est conscient qu'il n'y arrivera pas seul et travaille en permanence à l'**unité la plus large, des travailleurs et des forces de gauche**, sur des contenus transformateurs.

Les élections municipales ont montré l'exemple : de nombreux bastions de la droite (Marseille en premier lieu) ont basculé grâce à des listes poussées par les citoyens, et rassemblant le PCF, EELV, Génération(s), LFI et d'autres mouvements de gauche. C'est donc possible !

Tous ensemble, dans le respect de nos différences, soyons capables de discuter, d'échanger et d'articuler un projet commun, un **Front populaire du 21^{ème} siècle**, qui rompt radicalement avec les politiques actuelles et puisse **changer nos vies**.

C'est dans ce sens que travaille le PCF et c'est pour cela que tu trouveras dans ce numéro des analyses, des propositions et des éléments chiffrés pour alimenter le **débat d'idées** ■



On l'a échappée belle !

Voici quelques chiffres officiels sur la retraite par points :

En 2019, le **Produit Intérieur Brut de la France** (le fameux PIB) s'élevait à **2427 milliards €**. Le montant des pensions versées au 16 millions de retraité-e-s était de 378 milliards €, soit 15,6% du PIB.

En 2020, suite à la crise du COVID, le **PIB a chuté de 12,8%, soit à 2117 milliards €** (- 310 milliards €).

Le gouvernement envisageant de **plafonner le montant global des pensions à 14% du PIB**, si les salariés ne s'étaient pas mobilisés pour s'opposer à cette réforme, les retraités actuels n'auraient eu droit qu'à 296 milliards € pour leur pension, soit **moins 82 milliards €**.

Vous divisez tout cela par 16 millions de retraités-e-s, cela aurait été en **moyenne une perte annuelle de 5125 € en pouvoir d'achat** pour chacun des retraités, soit **moins 21% sur leur pension**.

Faut-il une autre démonstration pour prouver que ce gouvernement veut **voler les retraités actuels et futurs** ?

Non, ceux qui, comme les communistes, ont dénoncé cette mascarade, **avaient raison depuis le début** ■

Macron, Pécresse, Guillaud

LEUR « MONDE DE DEMAIN » : COMME HIER, MAIS EN PIRE ?

Que nous prépare-t-on du côté du gouvernement, de la direction de la RATP et de celle d'IdFM ?

- ♦ La poursuite du **blocage des salaires**, alors que les agents aspirent avec raison à voir leur travail reconnu.
- ♦ La **remise en cause de nos conquêtes sociales**, et notamment des 35 heures à travers les décrets à venir sur la Loi d'Orientation des Mobilités.
- ♦ Un **nouveau plan d'économies à la RATP**, encore plus drastique que ceux de ces dernières années.
- ♦ Une **productivité encore renforcée** à l'occasion du prochain contrat RATP-IdFM.
- ♦ La poursuite du **processus d'ouverture des réseaux à la concurrence**.

Autrement dit, ceux-là veulent nous imposer les mêmes vieilles recettes, en pire...

Ce n'est pas aux salariés de payer le prix de la crise !

Le « **Plan de relance** » du gouvernement est marqué par les **mêmes choix qu'hier** : priorité aux profits des grandes sociétés et aux dividendes de leurs actionnaires, au détriment des salaires et des dépenses sociales utiles comme les Services publics.

Mais la **baisse du « coût du travail »** et la **baisse des « dépenses publiques, on a déjà donné**. Elle n'ont servi qu'à enrichir ceux qui étaient déjà les plus riches, aggravant les inégalités. Elles ont plongé des millions de personnes dans les difficultés, tué les ressorts de la consommation et la croissance et affaibli les Services publics.

C'est le contraire qu'il faut faire.

La crise du Covid-19 a mis en avant l'exigence d'un autre mode de développement, plus social et plus écologique, plus juste et plus efficace.

Dès avant l'été, le **PCF** a présenté un **Plan d'urgence pour les Services publics, l'emploi et la relocalisation de l'industrie**, financé par un fonds doté de **205 milliards d'euros**. Pour cela, il propose une **réforme fiscale** d'ampleur, avec en particulier un véritable Impôt sur la Fortune et la suppression des cadeaux fiscaux au capital qui ont démontré leur inefficacité à créer ou même préserver l'emploi.

Pour relancer la demande et redonner confiance, le PCF défend une **revalorisation des salaires**, à commencer par une augmentation du Smic de 20 %.

Il met aussi sur la table des propositions afin que pas un seul jeune ne se retrouve au chômage. C'est le sens de son projet de **Sécurité d'emploi et de formation**.

A plus long terme, il s'agit de **réorienter radicalement les choix économiques et sociaux**. La reprise par les citoyens du **contrôle sur l'argent** est pour cela indispensable. C'est pourquoi la PCF propose la création d'un **Pôle public financier** pour changer la politique de crédit et conditionner les aides à l'économie en fonction d'**objectifs sociaux et environnementaux**.

« Si le coût salarial était un indicateur de la compétitivité des entreprises, le Bangladesh serait le premier pays du monde »

*François HOMMERIL,
Président de la CFE-CGC*

Les points marquants du Plan de relance :

- ⇒ **20 milliards de nouveaux cadeaux fiscaux aux entreprises, sans aucune contrepartie**
- ⇒ **Rien pour les salaires**
- ⇒ **Pas de plan de recrutement pour compenser les manques d'effectifs dans les Services publics**
- ⇒ **De nouvelles mesures de rigueur à prévoir pour éponger l'ardoise**

Impacts du Covid sur le financement des transports franciliens :

L'arnaque de Macron et Pécresse

Un accord vient d'être conclu entre IdFM et l'État concernant la **compensation des pertes engendrées par la crise sanitaire**. L'État ne prend en charge qu'une partie des 2,6 milliards € de pertes de recettes pour 2020. Plus de 1 milliard € de pertes de recettes feront l'objet « d'avances remboursables ».

Pour **Jacques Baudrier**, adjoint à la Maire de Paris (PCF) et administrateur d'IdFM : « **L'État n'assume pas son rôle de soutien du transport public**. Ces « avances remboursables » sont une **véritable arnaque**, ce sont les usagers qui devront payer la note de plus d'1 milliard € de cet accord Macron-Pécresse. De plus l'accord ne couvre pas les 2 milliards € de pertes de recettes attendues pour 2021, avec une deuxième arnaque en perspective. »

Pour **Pierre Garzon**, Maire de Villejuif, Vice-Président du Conseil départemental du Val de Marne (PCF) : « **L'État et la Région se mettent d'accord pour faire payer la note aux usagers des transports urbains après les élections régionales**. En situation d'urgence climatique, c'est une honte de **pénaliser les transports les plus écologiques**. »

Transports publics : 2 réformes-phares à engager

Trouver de nouvelles ressources pour financer le Service public de transport à la hauteur des besoins.

On peut les trouver si on va chercher l'argent là où il est, en mettant à contribution les revenus du capital :

- ♦ En France, on peut financer un **Fonds de développement pour** les Services publics en supprimant les avantages fiscaux aux grands groupes et aux plus riches, et en rétablissant l'Impôt Sur la Fortune.
- ♦ Le **Programme européen d'aide aux Etats** devrait avoir la même priorité, et il faut poser la question de l'annulation des dettes nationales. La Banque Centrale Européenne peut être mobilisée pour cela au lieu de racheter à tour de bras les dettes des sociétés multinationales comme elle le fait aujourd'hui.
- ♦ Des **mesures fiscales spécifiques** s'imposent aussi : augmenter le taux du Versement Mobilité pour les entreprises qui accumulent les profits, instaurer une taxe dédiée aux transports sur les constructions de bureaux et sur les parkings des grandes surfaces commerciales.

Sortir des dogmes du libéralisme.

E. Macron lui-même a été contraint de le dire : « *Ce que révèle cette pandémie, c'est qu'il est des biens et des services qui doivent être placés en dehors des lois du marché* »

Alors **il faut mettre un terme à la libéralisation des transports**. Avec comme première étape un **moratoire** sur tous les textes qui l'organisent (règlement OSP, loi ORTF et Loi d'Orientation des Mobilités).

Il convient aussi de réfléchir au Transport public de demain, et en premier lieu à organiser ce secteur de façon bien plus rationnelle. Ainsi, n'est-il pas temps de mettre fin à l'absurde concurrence qui oppose les groupes publics entre eux, et de créer un **Pôle public de transport** regroupant RATP et RATP Dev, la SNCF et sa filiale Kéolis, et Transdev (filiale de la Caisse des Dépôts) ?

Procédure de révocation contre Alexandre El Gamal

LA RÉPRESSION SYNDICALE, UN MOYEN D'IMPOSER DES RECULS SOCIAUX

L'été a été marqué par le Conseil de Discipline contre Alexandre EL GAMAL, militant CGT au centre bus de Vitry et secrétaire du CSE4. Malgré un dossier très faible (et qui va jusqu'à lui reprocher le fait d'avoir organisé des permanences syndicales !), le CD a proposé sa révocation et la direction a décidé de suivre cet avis.

Il s'agit bien d'une attaque majeure contre le droit syndical dans l'entreprise et d'une volonté délibérée d'en entraver l'exercice.

Et ce n'est pas un hasard si cette attaque intervient aujourd'hui contre Alex, animateur de la CGT dans l'un des dépôts les plus actifs pendant le conflit des retraites. Il y a une volonté de couper les têtes de celles et ceux qui veulent faire barrage aux reculs sociaux, et notamment à ceux de grande ampleur qui se profilent dans le cadre de l'ouverture des réseaux à la concurrence.



C'est notamment la question des conditions de travail qui est posée, avec la publication attendue des décrets d'application de la Loi d'Orientation des Mobilités qui vont fixer les règles de temps de travail et de congés applicables aux personnels du réseau de surface (machinistes, mainteneurs, encadrants, agents du contrôle).

On le sait : ces textes vont remettre en cause la conquête sociale qu'ont été les 35 heures. La répression contre les syndicalistes les plus actifs est un moyen d'étouffer toute contestation à ce sujet.

Une pétition a été lancée par la CGT RATP pour exiger

l'arrêt immédiat de la procédure engagée contre Alexandre EL GAMAL.

La section communiste de la RATP et les élus communistes de la Région ont été parmi les premiers à réagir. Et la mobilisation va se poursuivre dans les semaines à venir contre cette décision inique. Vous pouvez vous aussi exprimer votre indignation et votre refus de l'arbitraire en signant cette pétition.

Raison d'être

La PDG vient de lancer une « consultation du personnel » sur « la raison d'être de la RATP ».

Cette démarche est une forme d'aveu : celui qu'un vide s'est créé sur le sens du travail dans notre entreprise.

Depuis des années, tout est fait pour que la RATP devienne « une entreprise comme les autres », c'est-à-dire qu'elle oublie sa vocation d'entreprise publique pour être gérée avec les mêmes objectifs, les mêmes critères, les mêmes méthodes que les sociétés privées. Pas étonnant qu'à force, on ne sache plus très bien qui on est et à quoi on sert...

Oui, il y a besoin de redonner du sens à l'entreprise et au travail qu'on y produit. Mais peut-on y parvenir sans remettre en cause les orientations stratégiques qui prédominent aujourd'hui ?

Faire de la com' et reparler de « Service public » ne suffit pas si on continue à faire prévaloir la logique financière sur toute autre ambition. C'est d'un vrai changement de cap que la RATP a besoin.



☐ Je veux prendre **contact** avec les communistes de la RATP

☐ Je veux **adhérer** au Parti Communiste Français

Nom - Prénom :

Adresse :

M@il :



Bulletin à découper et à renvoyer à : PCF - Section RATP - 42 rue Lamartine 75009 PARIS